

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 9 (1983)

Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Bibliographie critique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN
BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

**Un Village suisse.
Le temps, la mémoire, la mort et les dires de Robert Rouvinez,
paysan, organiste et conteur à Grimentz.
Bernard Crettaz.**

Editions Monographic Sierre – Editions d'En bas, Lausanne.
Collection Mémoire vivante, 1982,
relié, 424 p., Frs. 34.—
*Anne-Marie Karlen,
Cervonnex, 74–160, St-Julien-en-Genevois.*

”J’ai rencontré, là-haut sur la montagne, un danseur et une vieille terre fardée, pris tous les deux en flagrant délit de séduction”. Celui qui faisait danser la jeunesse du pays au son de sa musique à bouche, est devenu le vieillard qui charme les touristes avides de folklore, au son des contes du pays. La terre qui faisait vivre les montagnards, riches et pauvres, est devenue station coquette, vouée aux loisirs des citadins, qui fait vivre ses habitants convertis à l’industrie touristique – habiles à exploiter leur capital naturel et culturel.

Le livre de CRETТАZ nous introduit au cœur de ce devenir. De ce cataclysme: ”Un jour les routes iront au sommet des montagnes. Les prêtres ne mettront plus de soutane. Les femmes s’habilleront comme les hommes. Et le pré de la cure de Vissoie deviendra un chiesso ¹ de montagne!” Dans le temps d’une vie d’homme, l’ancienne prophétie s’est accomplie, l’impensable s’est réalisé.

De près ou de loin, nous avons assisté à cette histoire bouleversante, sans y voir autre chose que l’inéluctable modernisation de l’économie montagnarde, subie de gré ou de force par le monde rural sous la pression de la ”conjoncture”. Nous pleurons sur les vieux sites rustiques, sur les restes de la défunte culture populaire, en nous voilant la face devant leur récupération lucrative par ces paysans-paysagistes, qui ont appris à faire du vieux avec du neuf . . . Or, nous voici confrontés à cette réalité vue de l’intérieur, comme l’a vécue et la vit aujourd’hui la communauté grimentzarde, assumée par des hommes responsables de leur destin.

Le rapport que ces hommes entretiennent avec leur passé, c’est-à-dire avec leur histoire, fait partie de cette histoire. L’auteur de ”Nomades et Sédentaires”, qui analysa magistralement la lente inscription des structures économiques, juridiques et politiques d’un état moderne dans l’espace anniviard, ne pouvait se contenter de recueillir les contes et le témoignage du conteur sans les insérer dans une large problématique historique, sociologique, idéologique. Nous sommes loin des théories savantes de l’analyse de contenu; et plutôt, dans l’esprit de la recherche et dans la

1 cave à fromage

façon d'en concevoir l'objet, proches d'un Philippe JOUTARD reconstruisant la "Légende des Camisards", ou encore de Richard HOGARTH rendant compte de cette "Culture du Pauvre" dont il était lui-même l'enfant.

Grimentz, "un vrai village suisse". L'introduction et la conclusion du livre renvoient à l'enjeu des rapports ville / monde rural; rapports de force, de domination, d'expropriation; pouvoir dont l'efficace passe par les stratégies culturelles, telle l'opération du "Village suisse" à l'Exposition nationale de 1896. Mais on voudrait souligner ici l'apport des deux parties centrales de cet ouvrage, qui tient plus que ne promet son titre. Car il donne accès à un véritable modèle réduit, dans l'espace et dans le temps, des processus complexes si difficiles à dégager sur les territoires plus vastes qu'ont à fréquenter les sociologues de la culture et de la religion.

Le destin de la communauté grimentzarde s'accomplit à travers celui de quatre institutions. La *Société du village*, institution de l'être collectif, matériel et symbolique, organise la gestion commune de la terre nourricière et de la foi ancestrale — des pâturages et de l'abattoir, de la chapelle et des cloches. Elle disparaît avec les derniers moutons. La *bourgeoisie*, institution de l'avoir, de la richesse, règne sur l'eau du bisse, la vigne et le vin, la forêt et le moulin. Elle se redéfinit dans la gestion du capital culturel folklorisé. Tandis que la *municipalité* assume la modernisation des équipements fonciers et sociaux; tandis que la *Société de développement* intègre Grimentz aux stratégies de la promotion touristique. Ce destin s'accomplit aussi à travers la transformation de la religion, imprégnante en profondeur. Le pouvoir de l'Eglise contrôlant les reins et les cœurs, les pratiques et les sentiments de la forte piété populaire — mais aussi les tensions, les excès, les transgressions que doit contenir le clergé, cèderont à la modernité dans l'après-Vatican II. Modernité signifiée par les paroles du vieux conteur, fidèle de Mgr Lefebvre: "Nous sommes devenus protestants!" auxquelles fait écho la résonance weberienne des propos d'un entrepreneur, qui réinvente l'esprit du capitalisme . . .

Ainsi apparaît, dans la logique objective d'une réalité historique, le bon vieux temps: logique économique d'une structure sociale institutionnalisée, force contraignante unissant les membres du groupe, sur laquelle s'embraye la forme des rapports sociaux — plus libre aux heures de loisir — et le contenu de la culture qui les symbolise; logique religieuse, religion-foi institutionnalisée pesant d'en-haut sur les consciences, sur laquelle s'embraye la religion-croyance, qui soutient la solidarité communautaire jusque dans l'au-delà, et que disent les contes. Car les morts doivent revenir, pour rendre l'outil emprunté, remettre une clôture à sa place, restituer du sel volé, mais aussi pour aider une vache à vèler pendant la nuit de Noël; et les vivants doivent respecter, s'acquitter envers eux et compter sur leur aide.

Pour comprendre les contes, il faut d'abord comprendre le plaisir des contes à la veillée, ce moment de bonheur réel, intense, contrepartie d'une âpre quotidienneté. Puis, l'effondrement du plaisir dans la honte, le mépris de ces vieilleries superstitieuses. La répudiation des contes va de pair avec la mise au rebut des vieux outils, des vieux costumes, avec l'accès au confort et aux "media"; mais elle coïncide surtout avec l'agonie de la Société du Village. La survie matérielle du groupe dépendait de cette "organisation communautaire stricte et sévère"; elle dépendait autant de sa survie symbolique, dans son identité propre: le plaisir des contes à la veillée, c'était le *bien* être de l'être ensemble, dans la détente des corps et la disponibilité des esprits — et c'était la fascination de la fiction, conduisant des contraintes de la réalité vécue à la vérité supérieure qu'elles enferment et que la fiction révèle, libère, représente et fait croire. Les contes déploient et magnifient une force capable de transcender la dure condition humaine, une force qui maîtrise, le jour, la nécessité matérielle dans l'accomplissement des labeurs partagés, et se traduit, le soir, par la puissance invisible unissant la collectivité pour le meilleur et pour le pire; par la

puissance surnaturelle, redoutable et bienfaisante, liant les vivants et les morts dans le respect de leurs devoirs réciproques — et qui s'étend jusqu'aux bêtes. Lorsque s'abolit, avec la fin de l'agriculture montagnarde, la raison d'être de la Société du Village, c'est la manière d'être du groupe et le sens commun de sa survie qui s'écroule avec elle : la raison des contes se perd et leur sens s'efface. Mais cette fin n'est pas une chute dans le néant. Le reniement des contes ne traduit pas seulement le malaise d'une rupture d'identité culturelle; il faut que soit démentie cette fiction, pour démentir avec elle ce qui fut la force opaque du groupe dans la dureté du bon vieux temps, et n'est plus qu'un frein devant la fascination d'un avenir transparent, prometteur d'un autre bien-être et d'une autre manière d'être, de sécurité, de liberté individuelle, d'une vie quotidienne confortable et détendue.

L'image de ce devenir se dessine dans un miroir, le regard des "étrangers", naguère intolérable à la fierté d'une communauté autonome, et qui désormais fixe sa dépendance du monde extérieur, l'hétéronomie économique et culturelle. Elle scelle aujourd'hui une réconciliation triomphale avec le bon vieux temps, apprivoisé, enjolivé, paré des attributs prestigieux de l'authentique et de l'esthétique. Elle conduit à la réurrection des contes, des vieilles superstitions devenues inoffensives, des fictions d'autrefois que rénove et ranime un intérêt bien compris pour les "racines" d'une communauté restaurée.

**Mariage au quotidien. Inégalités sociales, tensions culturelles
et organisation familiale —**

J. Kellerhals; J. F. Perrin; G. Steinmauer-Cresson; L. Vonèche & G. Wirth

Ed. P. M. Favre, Lausanne, 1982, broché, 300 pages, Frs. 35.—
Prof. L. Roussel, Sorbonne, Paris.

"Mariages au quotidien" ou amour intemporel ?
Réflexions sur une recherche récente.

"L'échange ne vaut pas
seulement ce que valent
les choses échangées:
il fournit le moyen de lier
les hommes entre eux".
Claude Lévy-Strauss.

Le titre et la couverture d'un livre laissent souvent des doutes sur le contenu de l'ouvrage ou même, parfois, orientent le lecteur vers un contre-sens. Ce n'est pas le cas de "Mariages au quotidien". Le pluriel de "mariages" n'y indique-t-il pas que nous serons invités à observer, avec les auteurs, le pluralisme des modèles matrimoniaux dans la trame concrète de la vie de chaque jour? Les marionnettes du dessin de couverture, de leur côté, suggèrent que ces modèles sont comme montés d'avance par celui "qui tire les ficelles", le gendarme, symbole de la société. Les sous-titres sont là pour nous avertir que le principe de ce pluralisme réside dans les "inégalités" sociales.

Tel est le propos général. L'idée en soi n'est pas neuve. Mais l'apport est original par le niveau choisi pour la démonstration, celui des échanges, par le souci aussi

d'appliquer à ces échanges un cadre conceptuel précis et par la description des mécanismes psychologiques qui à la fois règlent et camouflent la "rationalité" des échanges. Enfin, et surtout peut-être, ce livre invite constamment le lecteur à s'interroger, au delà du champ de recherches délibérément limité par les auteurs, sur les significations différentes du mariage, c'est-à-dire sur les différentes manières d'y faire couple. Si satisfaisante en effet que soit la démonstration qui met en évidence les différentes modalités des règles de l'échange, ou plutôt en raison même de la qualité de cette démonstration, comment ne pas se demander pourquoi, suivant les cas, tel système de règles plutôt que tel autre est adopté par les conjoints; bref comment ne pas se poser des questions sur ce que les auteurs appellent les "métarègles" (p. 27)?

I. LA COMPLEXITE DES REGLES DE L'ECHANGE

Le point de départ du livre est le constat que, dans la majorité des unions récentes, le mariage-institution n'a plus cours. Dans ce modèle, la distribution des rôles et les règles de l'échange étaient définies par la société. Des variantes existaient, certes, suivant la situation sociale du couple, mais les prestations réciproques des conjoints obéissaient à un statut intériorisé: "elles allaient donc de soi". La pratique n'était pas toujours conforme à l'institution; les normes, du moins, étaient-elles nettement définies et perçues comme légitimes.

Qu'est-il advenu des règles de l'échange dans les unions contemporaines, celles qui s'inspirent du "compagnonnage romantique"? Finie l'institution régulatrice. Désormais le fondement de l'union est le sentiment amoureux. Le propre de ce sentiment n'est-il pas précisément d'annuler entre les conjoints toutes les règles utilitaires qui ont cours dans le monde économique ou entre simples relations? Commencer à calculer n'est-ce pas déjà un peu moins aimer? Le sentiment amoureux installerait aujourd'hui les conjoints dans une pure gratuité, déliée de toute contrainte sociale, et de toute arrière-pensée utilitaire. Il n'y aurait donc qu'un modèle d'échange, celui du don et du contre-don, comme il n'existerait qu'un type de sentiment amoureux.

C'est à réfuter le simplisme de cette thèse que s'emploient les auteurs. Leur hypothèse de départ rejoint donc celle qui avait inspiré A. Girard lorsque celui-ci se demandait dans "Le choix du conjoint" si l'élection amoureuse était pure "affaire de cœur" ou si des subtils mécanismes n'y jouaient pas, de sorte que le mariage d'amour soit en même temps union de convenance. Le problème ici posé est de savoir si, au fil des jours, des règles d'équilibre dans les prestations réciproques, les échanges, ne prolongeraient pas la norme initiale d'homogamie. Concrètement, la distribution des tâches ménagères, la répartition des charges financières, le partage des responsabilités en matière de loisirs, d'éducation, de "relations extérieures", se font-ils au hasard, dans la gratuité de la ferveur amoureuse ou bien peut-on, à y regarder de près, y déceler des logiques secrètes et des calculs subtils?

Pour répondre à cette question, les auteurs avaient organisé auprès de 600 couples genevois une enquête exemplaire. Enquête longitudinale à trois passages dont le premier aussitôt après le mariage, enquête auprès de chacun des deux conjoints, enquête sur les opinions, mais aussi sur les pratiques effectives. Nous ne nous attarderons pas à décrire l'ensemble de cet appareil méthodologique. Nous préférons insister sur le cadre conceptuel qui a été utilisé pour définir ces échanges "quotidiens" et sur les résultats obtenus à partir de ce cadre. Si l'on veut montrer

que ces échanges obéissent à certaines logiques et que ces logiques varient suivant le groupe social, il faut bien dire en quoi consistent les différences et comment les repérer.

Pour étalonner les échanges, nos auteurs explorent quatre dimensions: l'extension du champ des échanges, c'est-à-dire "le plus ou moins grand nombre de capitaux individuels que l'on accepte de placer sous le contrôle du nous-couple" (p. 26), le délai plus ou moins long accepté pour attendre une contreprestation satisfaisante, l'homogénéité ou la complémentarité des biens ou services échangés, enfin et surtout la règle d'équité choisie par le couple, disons pour simplifier (p. 27), la formule "communautaire" du don réciproque sans mesure ni comparaison, ou la formule sociétaire qui recherche, sous une forme ou une autre, l'équilibre dans les termes de l'échange.

On voit bien qu'un échange a besoin, pour être vraiment défini, de ces quatre dimensions. Comment parler de pur don, si une prestation, actuellement non compensée, par exemple des soins épuisants pour le conjoint malade, trouve sa rationalité dans une contre-prestation escomptée égale ou supérieure, à moyen ou long terme? Comment prétendre à l'échange fusionnel si la règle "communautaire" ne s'applique qu'à un champ très étroit de réciprocité, l'alternance des conjoints pour telle tâche ménagère? Et comment oublier la règle d'équité adoptée, sociétaire ou communautaire, lorsque l'on tente de faire le bilan des échanges passés? De même, comment, pour apprécier la valeur de l'échange, ne pas tenir compte du parti pris de différenciation ou d'indifférenciation des prestations suivant le sexe?

Ces quatre caractéristiques ne sont pas indépendantes et, donc, toutes les combinaisons théoriquement possibles ne présentent pas la même probabilité. Il est plus facile, par exemple, d'envisager une large extension du champ des échanges lorsque la probabilité de solidarité à long terme est forte. Dans le cas contraire, on inclinera spontanément à établir de strictes équivalences ou encore on limitera étroitement l'extension des "échanges communautaires". De même peut-on supposer a priori que plus abondantes seront les ressources du couple, plus variés aussi les jeux d'échanges, entre les conjoints, et plus nombreux les rapports possibles de chaque partenaire avec le "monde extérieur". Telles étaient quelques-unes des hypothèses de travail retenues par les auteurs.

Ces hypothèses se sont trouvées largement confirmées par les résultats de l'enquête. Quels que soient le lieu d'observation, choix du conjoint, distribution des tâches, répartition des responsabilités, ouverture aux autres types de relations, les résultats montrent bien que là où les ressources sont peu nombreuses ou précaires, la probabilité est forte que les formes les plus sécurisantes de l'échange soient adoptées. On trouvera, dans les couples ouvriers par exemple, plus souvent que dans les autres, des échanges communautaires, à long terme, par prestations différenciées suivant le sexe. On observera, par contre, chez les cadres supérieurs, une certaine résistance à une mise en commun totale et une ouverture plus grande sur la société. "Les attitudes autonomistes croissent avec le niveau socio-professionnel de l'épouse . . . Le repli caractérise les milieux subalternes" (p. 265). Les inégalités sociales s'expriment donc en modèles d'échange différents dans la répartition des rôles, dans le partage de l'autorité et dans la plus ou moins grande clôture du ménage, même si la rupture suivant le groupe social est plus marquée dans les opinions que dans la pratique.

Mais il faut revenir sur un point essentiel du fonctionnement des échanges: que que soit le modèle adopté, la rationalité de l'échange est plus ou moins masquée: le couple se veut lié par le seul sentiment d'une solidarité sans calcul immédiat ni stratégie à terme. Pavese n'écrivait-il pas: "Aucune femme ne fait un mariage

d'intérêt: elles ont toutes l'habileté, avant d'épouser un millionnaire, de s'éprendre de lui" ¹ . Laissons de côté l'aspect misogyne de cette pensée; ce type d'"habileté" et cette forme d'illusion sont courants, communs aux deux sexes, et ne se limitent pas au moment du choix du conjoint.

Les auteurs de "Mariages au quotidien" décrivent quelques-uns des mécanismes qui facilitent cette occultation. Dans cette perspective, l'homogamie du mariage devient un moyen pour présumer de l'équilibre global des échanges, puisque les capitaux respectifs au départ sont égaux. Une différenciation marquée des types de prestations suivant le sexe jouera le même rôle: l'incommensurabilité des apports suggère que tout calcul est exclu. Enfin, dans l'engagement qui se veut définitif, le moment du bilan est indéfiniment reporté et les bénéfices escomptés pour l'avenir permettent d'oublier que les termes actuels de l'échange sont défavorables.

On notera, à s'en tenir du moins à ces mécanismes, que la lucidité est plus facile là où chaque conjoint a la possibilité de choisir des échanges limités, à court terme, et peu différenciés, c'est-à-dire parmi les cadres supérieurs et les professions libérales. Mais l'essentiel est ailleurs: facile ou difficile, l'occultation des mécanismes de l'échange est efficace parce que, seule, elle permet de répondre à la double exigence des conjoints contemporains: celle de légitimer leur union par le seul sentiment amoureux et celle, aussi tenace, de ne pas être floué dans les échanges quotidiens. Ces deux sentiments sont évidemment incompatibles au niveau de la conscience claire. Le dessein de répartir équitablement les échanges sera ainsi "refoulé": il continuera pourtant à régler les comportements effectifs en maintenant les déséquilibres à l'intérieur de limites supportables. Ainsi les conjoints peuvent-ils, aux moindres frais, imaginer, qu'au milieu d'un monde mercantile et violent, ils gardent intacte une zone de gratuité et de solidarité inconditionnelle. Nos Tristan et Yseult contemporains pourront continuer à faire comme si le seul philtre d'amour réglait leur destin commun.

Faut-il conclure que "Mariages au quotidien" aboutit à une réduction de la solidarité du couple à la recherche, par chaque conjoint, d'une "optimisation de ses capitaux propres"? L'enquête, en somme, grâce à un repérage plus fin des termes de l'échange, aurait permis de détecter le calcul derrière l'apparence du don, et un économisme banal derrière la prétention à la singularité du sentiment amoureux. Une telle réduction ne correspond nullement aux hypothèses des auteurs ni d'ailleurs aux résultats de l'enquête (pp. 15 et 134). Les comportements quotidiens s'inspirent de motivations complexes où entrent, suivant des combinaisons très variables, les exigences de la solidarité affective du couple, les normes de la société globale, celles du groupe social, et, bien entendu, les ressources matérielles et symboliques du couple. Il n'y a donc pas deux versants dans l'échange: l'un illusoire mais gratifiant, celui du don; l'autre effectif mais masqué: celui du calcul. Le projet de don total se réalise nécessairement par des échanges quotidiens qui l'expriment et le limitent. Les couples ne se sont délestés ni des contraintes économiques ni de la crainte de chaque conjoint d'être, au bout du compte, dupe d'une générosité sans contrepartie.

On le voit, les inégalités sociales sont constamment présentes et parfois décisives. Mais elles n'agissent pas d'une manière exclusive et rigide. Il y a des contraintes, donc des normes et des stratégies spécifiques liées à ces contraintes. Ce qui ne signifie pas qu'un déterminisme rigide enferme chaque groupe social dans une manière particulière et étroitement définie de vivre ensemble et d'échanger. La réduction de la solidarité des conjoints à des calculs précautionneux, même inconscients, serait aussi erronée finalement que l'illusion d'un amour dégagé de toute contingence. Ni ange, ni bête, en amour comme dans le reste de sa vie, l'homme est condamné à monnayer "au quotidien" tous ses "grands sentiments".

La démarche des auteurs est donc bien de démystifier une certaine conception du sentiment amoureux, qui en ferait une sorte de pure essence, transcendant la variété des situations concrètes et des contraintes sociales. Si tels étaient la nature et le pouvoir de l'amour, les couples se trouveraient installés dans un état unique, défini seulement par cette solidarité totale. Or l'observation montre que les modèles d'échanges sont multiples et que, pour une part au moins, leurs différences tiennent à l'inégalité des conditions sociales. Tel était, à notre sens, le strict propos des auteurs et, dans les limites de ce propos, leur démonstration est sans faille.

Pourtant, la richesse de ce livre tient peut-être aux paysages que l'on devine au-delà du "dit" autant qu'à ce qui est effectivement présenté. Le commentateur, comme le traducteur, trahit toujours le texte. Mais les risques sont encore plus forts, lorsque ce commentateur, non content de décrire la route suivie, prétend deviner d'autres chemins au-delà de l'étape prévue et atteinte. On ferait, s'y essayant, preuve de prétention et d'imprudence, si les auteurs eux-mêmes ne multipliaient tout au long du livre les invitations à traverser le miroir et à regarder au-delà du champ délibérément limité de l'ouvrage.

II. SYSTEMES DE REGLES ET DE "METAREGLES"

La définition des quatre dimensions de l'échange et l'insistance des auteurs sur la nécessité de les prendre toutes en compte ne suggèrent-elles pas que le cadre conceptuel adopté devrait conduire à une typologie plus systématique, obtenue par combinaisons de ces dimensions? On conçoit d'ailleurs aisément la structure des deux cas-limites de cette typologie : échange tout à fait symétrique où les prestations ne sont pas différenciées, ni décalées dans le temps, où l'extension est étroite et où la règle d'équité est sociétaire; échange, d'autre part, résolument asymétrique, doté des caractéristiques opposées. Entre ces deux types extrêmes, s'échelonnent une variété de modèles. L'élaboration de cette typologie n'entraîne pas dans les objectifs de l'enquête; elle n'en apparaît pas moins comme un prolongement nécessaire des concepts déjà élaborés. Si cette recherche était reprise, cette systématisation devrait être un de ses objectifs.

Par ailleurs, les auteurs, explicitement et à maintes occasions, marquent qu'ils ont limité leurs objectifs, compte tenu en particulier des données dont ils disposaient, au repérage des règles immédiates de l'échange, à la description des termes visibles et en quelque sorte mesurables de cet échange (p. 247). Ils avaient pourtant parfaitement conscience que cette grammaire obéissait à une logique supérieure, celle des "métarègles", pour reprendre leur expression (p. 27).

Que faut-il entendre par là? Le plus simple est de reprendre un exemple qu'ils fournissent eux-mêmes. Il est relativement aisé de montrer que le pouvoir, dans le couple, est généralement exercé par celui qui dispose des ressources les plus importantes, matérielles et symboliques. Mais comment comparer les valeurs de biens aussi disparates que l'importance du salaire, le réseau des relations sociales, la beauté, les qualités éducatives, le niveau d'instruction, le charme personnel? Le maître véritable du jeu n'est-il pas, en définitive, celui qui réussit à "imposer les critères d'évaluation des différents genres de biens" (p. 174)? Dispose donc vraiment du pouvoir non pas nécessairement celui qui au moment du choix décide, mais celui qui a réglé d'avance, pour le couple, la hiérarchie des critères de choix, une certaine conception du mariage, de l'éducation, la priorité accordée ou non dans les objectifs à la réussite sociale sur le loisir, aux gratifications immédiates sur les investissements à terme. Ce sont ces grandes images rectrices qui inspirent les règles quotidiennes et les articulent entre elles; qui font, en somme, que le comportement n'est pas réglé par une juxta-

position de règles, mais par quelques options fondamentales qui ordonnent et systématisent les échanges au quotidien.

De ce niveau supérieur de régulation, les auteurs reconnaissent et l'existence et l'importance lorsqu'ils écrivent par exemple: "On pourrait . . . voir que l'échange est balisé par deux genres de "métarègles": celles qui, puisque la famille est un lieu où se négocient des prestations de divers types (services, biens, sentiments), imposent des critères d'évaluation des unes par rapport aux autres, et celles qui définissent les conditions de changement des normes. Mais cela pour le moment dépasse notre propos" (p. 27-28).

Ces remarques, à notre sens, sont essentielles et le lecteur devrait les avoir constamment présentes à l'esprit. Elles définissent en effet le plan précis où sont observées les règles de l'échange: il s'agit bien, dans le quotidien, du maintien d'un système de règles pratiques, adoptées plus ou moins durablement par le couple. Pour employer une expression plus prétentieuse, les auteurs se proposent seulement de décrire les mécanismes d'homéostasie du couple considéré comme un système d'échanges. Ils ne prétendent ni définir la nature de cette homéostasie, ni étudier la dynamique qui permet de passer de tel type d'équilibre à un autre.

Ces systèmes de métarègles ne sont eux-mêmes pas indépendants de la situation sociale. Mais ils présentent peut-être plus de souplesse, par rapport à ces contraintes, que les règles immédiates. Nous voudrions rapporter ici la manière dont un économiste, K. BOULDING² décrit une modalité, parmi d'autres, de ce qui relève manifestement des métarègles. "L'amour, dit-il, lorsqu'il dépasse la simple "réciprocité" d'un attrait sexuel . . . implique la *bienveillance* qui, dans la définition des économistes, est une interdépendance utilitaire". Autrement dit, dans cette disposition d'esprit, l'amoureux ne calcule pas avec son conjoint parce que tout don lui est retourné immédiatement dans le plaisir qu'il éprouve à savoir l'autre gratifié. La logique de la bienveillance va parfois jusqu'à une attitude que Boulding appelle "le piège du sacrifice", situation paradoxale où plus les termes de l'échange sont apparemment défavorables pour un conjoint, plus celui-ci se sent comblé. Et l'auteur d'ajouter: "Un mariage où l'un des partenaires est nettement plus défavorisé que l'autre par les termes de réciprocité est souvent étonnamment solide à cause du phénomène du piège du sacrifice"³. Mais K. BOULDING est loin de tomber dans l'angélisme. Il estime que cette extrême "bienveillance" est fragile et que le système parfois, d'un coup, s'écroule et, dans certains cas, "tragiquement". "On peut, écrit-il en effet, se demander si la fréquence du meurtre au sein de la famille n'est pas liée à ce phénomène"⁴.

Il reste à se demander pourquoi le couple s'organise autour de tel jeu de métarègles plutôt que tel autre. Quelle est donc cette complicité qui, à travers le choix des métarègles, organise les échanges quotidiens, par règles et métarègles, mais aussi reçoit d'eux une constante confirmation? A cette question, un rapport, réalisé récemment par l'équipe de recherche de l'Association Française des Centres de Consultation Conjugale, apporte au moins des éléments de réponse⁵.

2 K. BOULDING, Réciprocité et échange: l'individu et la famille dans la société in "Les femmes dans la société marchande" sous la direction d'Andrée Michel, Paris, PUF, 1978 p. 30-31. L'auteur y reprend certaines idées exposées plus longuement par lui dans "The economy of Love and Fear", Belmont, Calif. Wadsworth Publishing Company, 1973.

3 id. p. 31.

4 id. p. 32.

5 Essais de typologie à partir de 100 histoires de couples reçus en consultation conjugale, Paris, AFCCC, 1982.

Parmi les types de couples repérés dans ce travail, il en est un, d'ailleurs, qui correspond étrangement à la description de la "bienveillance" par Boulding: "Les échanges (y) sont dissymétriques et le système qui concourt à valoriser l'un des partenaires ne peut s'établir que parce que l'autre partenaire présente, en apparence en tout cas, quelque chose "en moins". Autrement dit, l'un des partenaires tire sa gratification du fait qu'il est le "dispensateur de soins, d'enseignement, d'argent: celui qui supporte le symptôme de l'autre, qui le comble, qui est plus équilibré, plus beau" ⁶. La crise intervient lorsque ce conjoint "dispensateur" ressent la pesanteur d'un rôle qui lui est attribué de façon rigide" ⁷. Elle pourrait d'ailleurs être aussi bien provoquée par le fait que l'autre partenaire évolue, qu'il trouve dans ces échanges les conditions d'une certaine maturation personnelle et qu'il rend ainsi sans objet l'attitude du dispensateur.

Il s'agirait d'une symbiose où le dispensateur aurait, en somme, besoin que quelqu'un ait besoin de lui. La gratuité apparente de la bienveillance répondrait au désir de faire reconnaître par l'autre une image de soi magnifiée.

L'analyse des "cent histoires de couples" fait apparaître bien d'autres types de solidarité entre partenaires. Tous définissent en réalité une sorte de métarègle générale, c'est-à-dire un mode particulier de symbiose où chaque conjoint attend de l'autre qu'il comble un besoin fondamental précis ou le délivre d'une angoisse particulière. "Les deux membres du couple s'organisent de telle façon que s'emboîtent leurs difficultés réciproques". Chacun apporte ainsi à l'autre le sentiment que se trouve enfin réalisée la forme, unique entre toutes, d'une complétude longtemps attendue. Cet emboîtement particulier règle alors, pour chacun, l'évaluation, dans l'échange, de ce qui est donné et de ce qui est reçu. Là aussi, il ne s'agit pas d'un système une fois pour toutes arrêté, mais d'un moment plus ou moins durable dans une histoire qui demeure toujours ouverte.

Les auteurs de "Mariages au quotidien" ne récuseraient sans doute pas, comme fondement ultime des règles de l'échange, cette référence à une sorte de pacte, presque toujours inconscient, où se mesurent en définitive les valeurs que chacun des partenaires reconnaît aux liens échangés. N'écrivent-ils pas (p. 25): "On ne peut séparer un type d'échange d'un mode de rapport à autrui". C'est ce "mode de rapport à autrui" qui finalement définit les "métarègles" et détermine les termes des échanges quotidiens. Ce n'est, en réalité, qu'une promesse, mais si vive parfois, que nous sommes tentés de croire d'emblée qu'elle est déjà tenue.

Il a paru intéressant d'insister sur ces correspondances, ou du moins sur ces compatibilités, entre les conclusions des sociologues et celles des praticiens que sont les conseillers conjugaux. L'objectif n'était-il pas analogue: faire passer, ici le lecteur, là le consultant, d'une conception magique du sentiment amoureux à une vision plus réaliste. Certes, il s'agit dans le premier cas d'une démonstration théorique et, dans le second, d'un effectif "travail de deuil". Mais les deux démarches se fondent sur une même analyse de la solidarité conjugale et impliquent l'abandon de la même illusion.

6 id. p.39.

7 id. p. 43.

VUE D'ENSEMBLE

Lorsqu'il referme "Mariages au quotidien", le lecteur ne doute plus guère des logiques d'équilibrage, diverses mais toujours présentes, qui règlent les échanges conjugaux de chaque jour. Il peut d'ailleurs être tenté de hiérarchiser la qualité de ces modèles. Il donnera, par exemple, le prix d'excellence aux échanges à long terme, portant sur l'ensemble des capitaux et d'où serait évacué le souci d'équivalence entre prestations et contre-prestations. Il classerait alors tout en bas de liste les échanges à court terme portant sur des biens et services limités et indifférenciés suivant le sexe.

On retrouverait là une préférence analogue à celle que manifeste Lévy-Strauss, lorsqu'il oppose échanges asymétriques à échanges symétriques: les premiers plus différenciés et à plus long terme, les seconds "au comptant" portant sur des biens plus comparables⁸. Ne pourrait-on pas, de même, dans les échanges entre conjoints, considérer comme une marque de dégradation du sentiment amoureux, l'abandon des échanges asymétriques pour une comptabilité plus tatillonne et un crédit plus court? A preuve, un renforcement de l'équité des échanges ne saurait, à lui seul, ni rétablir, ni seulement maintenir, la vivacité de la solidarité effective, lorsque celle-ci tend à s'effacer.

Le lecteur qui retiendrait ces objections n'aurait sans doute pas vraiment compris le propos des auteurs. Ceux-ci savent bien, comme K. Boulding que: "dans le ménage, l'existence de l'amour complique énormément la situation"⁹. Il est impossible, en effet, de dissocier les échanges manifestes de leur signification, c'est-à-dire des "métarègles", et au-delà de celles-ci, de la collusion particulière qui fonde le couple. La solidarité du couple doit, certes, se traduire dans la banalité des échanges de tous les jours; cette banalité n'est pourtant qu'apparente si elle exprime vraiment la singularité du lieu qui tient ensemble les conjoints. Ainsi, la règle d'une indistinction suivant le sexe, dans la répartition des tâches ménagères et des rôles éducatifs, exprime sans doute parfois une conception assez mesquine de la solidarité. Plus souvent, dans les récentes cohortes de mariage, elle traduit plutôt chez les conjoints le désir d'une confirmation concrète et permanente de leur relation d'égalité. Paradoxalement, la règle d'équité "sociétaire" en s'efforçant de rendre nul le bilan visible, témoigne alors que le lien véritable est irréductible aux échanges manifestes.

Gardons-nous, à partir des seules règles manifestes de l'échange, de distinguer sommairement les "bons" modèles qui exprimeraient une riche et stable solidarité et les "mauvais" modèles qui témoigneraient de la dégradation des relations à l'intérieur du couple. Portons plutôt au crédit des auteurs, le fait qu'ils ont constamment refusé de s'engager au-delà de ce qu'ils étaient en mesure de prouver, tout en signalant l'importance des territoires qui restaient au-delà de la frontière atteinte. C'est qu'ils ne prétendaient pas décrire toute l'économie des échanges conjugaux, mais seulement nous mettre en garde contre l'illusion magique et nous présenter quelques-uns des mécanismes qui ajustent le jeu des échanges à la réalité des "inégalités sociales". L'histoire des conjoints ne serait finalement rien d'autre qu'une patiente et laborieuse tentative pour donner une signification unique aux contraintes d'un statut social banal.

Nous voici donc contraints une fois de plus, mais avec quelle rigueur, de découvrir nos pesanteurs quotidiennes, là même où nous sommes tentés de ne reconnaître qu'une ferveur toute gratuite. Souhaitons que, ce point acquis, nous soyons un jour invités à explorer, à travers ces mêmes échanges, les contrats, invisibles mais présents, où se définissent pour chaque couple la "raison" de l'équité et la singularité de l'enjeu.

8 Cl. Lévy-Strauss, Les structures de la parenté, p. 558.

9 Article cité p. 30.

Politische Aktivierung in der Schweiz, 1945–1978 —

H. Kriesi; R. Levy; G. Ganguillet & H. Zwicky

Verlag Rüegger, Diessenhofen, 1981, broché, 700 pages, Frs. 68.–

Prof. Dr. Richard, H. Tilly, Westfälische Wilhelms-Universität,

Institut für Wirtschafts- u. Sozialgeschichte,

Magdalenenstrasse 1 – D – 4400 Münster, BRD

Auf den Anstieg des sozialen Protestes in den U.S.A. und Westeuropa in den 1960er Jahren ist eine gewaltige Vermehrung der wissenschaftlichen Literatur darüber gefolgt. Bei grosser Heterogenität der versuchten Definitionen und Interpretationen lässt sich in dieser Literatur doch eine ziemlich durchgehende Tendenz erkennen, das Protestphänomen auf Strukturwandel in der (jeweiligen) Gesellschaft – z. B. die Industrialisierung und die Verstädterung – zurückzuführen. Zwei Extrempositionen stecken den Rahmen ab: einerseits wird Protest als Symptom der Auswirkungen des Strukturwandels auf Menschen – z.B. als Symptom sozialen Elends oder sozialer Desintegration und Anomie – gesehen, als Mittel, indem Massen ihre Unzufriedenheit über ihre Lage kund tun oder "Dampf ablassen"; andererseits wird Protest als Form der Interessenwahrnehmung – in einer Variante sogar als Form des Klassenkampfes – verstanden, eine Reaktion auf drohende oder möglich gewordene Statusverteilungsänderungen, die mit Strukturwandel einhergehen.

Gegen diesen Hintergrund sind die Beiträge der Tillys zur historischen Protestforschung – deren Relevanz für diese (freilich subjektivistische) Rezension gleich gezeigt wird – zu sehen: nicht nur weil sie Protest als Form der Interessenwahrnehmung interpretieren wollen, sondern weil sie nach einem standardisierten, nachvollziehbaren und daher leicht intertemporal und interregional vergleichbaren Protestbegriff suchten. Sie fanden ihn dann in dem Begriff der "collective violence", das sind gewalthafte, kollektive Protestaktionen. Aber diese Beiträge haben – vor allem im deutschsprachigen Raum – scharfe Kritik geerntet wegen ihrer Benutzung eines Protestbegriffes, der auf Gewaltanwendung ausgerichtet ist. Dagegen wurde geltend gemacht, dass das Kriterium der Gewaltanwendung die Auswahl der "Protestfälle" verzerrt: zugunsten von Ereignissen, die mehr Auskunft über den Staatsapparat geben, als über die Protestträger und Protestursachen. Die Tillys haben sich u.a. mit dem Argument verteidigt, dass gewalthafte Protestfälle "Tracers" sind, Hinweise, die zum eigentlich interessierenden Phänomen der "collective action" hinführen. "Collective actions" sind Ereignisse, indem Gruppen von Menschen gemeinsam versuchen, einen kollektiven Anspruch auf materielle oder geistige Güter öffentlich anzumelden bzw. aufrechtzuerhalten. Streikaktionen sind z.B. eine wohl bekannte Form der "collective action". Im 2. Deutschen Kaiserreich gab es in den Jahren 1891–1913 nach einer Schätzung rund 31 000 Streikaktionen, wovon bloss 70 gewalttätig waren. Das ist ein Extremmass für die Erfahrungserweiterung, die mit der Definitionserweiterung einhergeht. Die Forschergruppe um C. Tilly ist z.Zt. dabei, für mehrere Länder und Zeitabschnitte, z.B. für Frankreich, Grossbritannien und die U.S.A. im 18. und 19. Jht., eine vollständige Erhebung des Phänomens zu bewerkstelligen, damit man Zeit- und Ländervergleiche hinsichtlich Formen, Ursachen und Folgen von "collective actions" durchführen kann.

Hier setzt nun die vorliegende Arbeit von Kriesi, et al an. Denn das hier für die Schweiz (1945–1978) untersuchte Phänomen der "politischen Aktivierung" ist eng mit dem Begriff der "collective action" verwandt. "Politische Aktivierung" ist gegeben, wenn gewöhnliche Bürger "ihre spezifischen gemeinsamen Probleme mit

einem Minimum an Engagement auf nicht routinemässige Weise öffentlich artikulieren" (S. 16). In gewisser Weise kann man sogar behaupten, dass Kriesi et al empirisch für die Schweiz und den Zeitraum 1945–1978 das erreicht haben, was die "collective action" Forscher für ihre historischen Testräume erreichen möchten. Mit rund 6 200 Fällen aus einer Periode von 33 Jahren und für ein kleines Land haben sie eine Datendichte erzeugt, die von Wissenschaftlern in anderen Ländern mit Recht zu beneiden ist. Diese mehrdimensionalen Daten werden in ca. 130 Tabellen und 70 Abbildungen ohne statistische Raffinessen übersichtlich präsentiert. Ich persönlich hoffe, dass es in absehbarer Zeit möglich sein wird, auch für Deutschland eine derartige Studie vorzuweisen. Letzten Endes steht und fällt ja die Protestforschung mit den Daten.

In dieser Rezension kann der vorliegende Band weder gleichgewichtig zusammengefasst noch adäquat gewürdigt werden. Mit ihm und mit dem zugrundeliegenden Datensatz von rund 6 200 Fällen – nach Angaben der Autoren in einer getrennten Publikation verfügbar – wird vergleichend gearbeitet werden müssen. An dieser Stelle werden nur einige Streiflichter zur Intention und deren Konsequenzen für die Struktur des Bandes abgeben; schliesslich auch einige Bemerkungen zu zwei Spezialproblemen.

Das Anliegen der Autoren ist es, "politische Aktivierung" als eine vernachlässigte Form der politischen Aktivität zu beschreiben, welche der in demselben Zeitraum zu beobachtenden Tendenz der sinkenden Wahlbeteiligung der Bevölkerung gegenüberzustellen ist (aufschlussreich die Figur 1-1, S. 4). Sinkende politische Partizipation im Sinne der Wahlbeteiligung reflektiert aber nicht zunehmende "politische Apathie" der Bevölkerung, sondern sinkende Relevanz solcher formalen politischen Partizipationsformen für die echten politischen Interessen der Bürger – die Autoren sprechen an einer Stelle (S. 12) vom "Repräsentationsdefizit" des politischen Systems – die infolgedessen ihren Ausdruck in Fällen der "politischen Aktivierung" finden. Diese generelle Ausgangsthese ist hier ausserordentlich gut belegt. Das lässt sich aus den identifizierten Interessenkategorien, aus deren Zusammenhang mit den "Themen" der Aktivierungsfälle und aus der Häufigkeit von beteiligten Organisationen, u. a. m. klar ersehen (vergl. z.B. S. 279 ff, bes. Tab. 4–6 auf S. 283, S. 294, 299, auch 315 und 319 ff). Politische Aktivierung (oder Protest) ist in der Tat kollektive Interessenwahrnehmung mit hohem politischen Gehalt. Das ist die empirische Botschaft des Bandes.

Der Leser wird mehrmals daran erinnert, dass es sich hier um einen deskriptiven Forschungsbericht handelt, der in erster Linie eine Datenbasis erläutert. Deshalb wäre es unfair, die hier fehlende Kausalanalyse des beschriebenen Phänomens und das Fehlen von statistischen Hypothesentests zu bemängeln. Allerdings kann man wohl gewisse theoretische Vorstellungen der Autoren über Ursache(n) politischer Aktivierung aus dem Aufbau des Bandes erschliessen. Zunächst wird beispielsweise auf Strukturwandel in der Schweiz nach 1945 (kurz) eingegangen. Ein erhebliches Wirtschaftswachstum nach 1945 (bes. nach 1950) ändert die Problemlage für viele Gruppen, schwächt die klassischen Antagonismen zwischen "Arbeit und Kapital" ab und lässt Umwelt- und sonstige "Wachstumsfolgeprobleme" in den Mittelpunkt öffentlicher Auseinandersetzungen rücken. Problemlage ist allerdings nicht gleich Protestursache, sondern wird über die Mobilisierung von Individuen und deren Fusion an ein Gruppeninteresse erst politisiert. Daher folgen der Darstellung des Strukturwandels (als "Themensteller") Kapitel über politisches System und über Mobilisierung. Entsteht ein mobilisiertes Interesse, so kommt es nur dann zur "politischen Aktivierung", wenn das etablierte politische System das Interesse entweder gar nicht, nicht genügend, oder sogar negativ, aufgreift. Obwohl es nun in diesem Falle zur Aktion kommen muss, ist dadurch noch nichts über die Form der

Aktion ("Artikulation") gesagt bzw. entschieden, die u. a. von der individuellen Geschichte der jeweils getroffenen Gruppe abhängt (Kapitel 6). Was dabei heraus kommt – "Erfolg" oder "Misserfolg" – hängt wiederum von der individuellen Situation, aber vor allem von der Reaktion des Staates, ab (Kapitel 7). Jeder dieser Schritte – die nicht unbedingt in der hier gegebenen Reihenfolge chronologisch ablaufen – stellt sozusagen einen Test verschiedener Hypothesen über Gruppenbildung, Mobilisierung, politisches Verhalten von konkurrierenden Gruppen etc. dar. Die Autoren gehen nicht systematisch an die Ueberprüfung von Aussagen über diese Schritte heran, sondern beschreiben einige ihrer Dimensionen und bringen gelegentlich *ad hoc* Hypothesen dazu ein (z. B. zur Beziehung zwischen neuen Aktivierungsthemen und Ortsgrösse). So fehlen bei der Diskussion des Strukturwandels Ueberlegungen über die Folgen der Arbeitsmarktentwicklung, der personellen Einkommensverteilung und der demographischen Veränderungen für das Aktivierungspotential. Es fehlt ausserdem eine Erklärung der Mobilisierung, auch der Einstellung etablierter Interessen Aktivierungsträgern gegenüber. Aus der Streikgeschichte mehrerer Länder z. B. wissen wir, dass Transaktionen zwischen Arbeitnehmern und Unternehmern nicht nur "Nullsummenspiele" sind. Gilt diese Beobachtung nicht u. U. auch für andere Bereiche des sozialen Handelns? Wie ist dann die Notwendigkeit von Aktivierung zu beurteilen? Kurz: Zu jedem der relevanten Schritte wird der Benutzer dieses Buches solche Fragen nach Erklärungshypothesen und den entsprechenden Daten mit Berechtigung stellen können, ja, stellen müssen.

Schliesslich Fragen zu zwei Punkten, die mir bei der Darstellung unklar geblieben sind. Zuerst zur Rolle der Gewalt. Gewalthafte Aktionen machten nur ca. 6 Prozent aller untersuchten Fälle aus. Waren sie Aktionen, in denen Gewalt von den Protestträgern initiiert oder bewusst angewandt wurde, oder Aktionen, bei denen es irgendwann im Laufe des Geschehens zur Gewaltanwendung gekommen ist? Generell kann man sagen – auch für andere europäische Länder und andere Perioden – dass bei gewalthaften Protestaktionen die entscheidende Dimension selten die Gewalttätigkeit selbst gewesen ist, sondern die Identität der Träger, der Charakter des Anliegens, etc., etc. . Interessanterweise waren im 19. Jht., z. B. in Deutschland, gewalthafte Protestaktionen sehr häufig "erfolgreich" – häufiger nach meinem Eindruck als die hier erfassten Fälle. Das könnte an der hier eben nicht ganz klaren Behandlung der Dimension der Gewalt liegen. Allerdings hängt das Urteil über Erfolg auch von der Güte der Messung des Erfolges ab. Das führt zur zweiten Frage: Wie misst man Erfolg eines Aktivierungsfalles? Bei Streikaktionen kann man sich leicht vorstellen, wie Erfolg identifiziert werden kann, da hier häufig handfeste Positionen historisch dokumentiert sind. Bei anderen Aktionen mag das vielleicht schwieriger sein. Aber in allen Fällen sollte man zwischen kurz- und mittelfristigen Ergebnissen differenzieren, ferner zwischen Erfolgen für Primärträger einer Aktion, und Ergebnissen, welche sie wohl absolut begünstigen, aber Sekundärträger (oder Trittbrettfahrer) weit mehr stärken. Hier sollten die Autoren m. E. deutlicher werden.

Zum Schluss soll noch einmal betont werden, dass mit diesen wenigen kritischen Fragen der Eindruck *nicht* entstehen sollte, das hier besprochene Buch arbeite vorwiegend mit unklaren Kategorien und gehe auf elektische Weise mit *ad hoc* Hypothesen um. Das Gegenteil ist der Fall. "Politische Aktivierung in der Schweiz" ist ein nachahmenswertes Muster empirischer Sozialforschung. Die wiederholten Versuche, das Material theoretisch zu interpretieren, erlauben es dem Leser, eine Brücke zu anderen, verwandten Forschungsergebnissen zu schlagen, somit die Arbeit wissenschaftshistorisch leichter einzuordnen und, last but not least, das riesige und mehrdimensionale Material etwas leichter zu verdauen. Insgesamt verdient sie sicherlich das Prädikat "wertvoll".

**Arbeitsalltag und Betriebsleben.
Zur Geschichte industrieller Arbeits- und Lebensverhältnisse
in der Schweiz.**

Edité par le *Schweizerisches Sozialarchiv* pour ses 75 ans d'existence,
Editeur Rügger, Diessenhofen, 1981,
328 p., relié, illustré, Fr. 28.—

*Prof. A. Willener, Université de Lausanne, Institut de Sociologie,
19, Av. Vinet, 1004 Lausanne*

Une dizaine d'auteurs appartenant tous à la "jeune génération", comme le précise l'introduction, ont rédigé des monographies fort bien documentées et très soigneusement et lisiblement écrites. Il s'agissait, dans cette *Festschrift*, de tirer profit des archives sociales, de composer un tableau, selon une approche "interdisciplinaire", des Suisses au travail et dans leur vie quotidienne, l'époque saisie étant le XIX^{ème} siècle et les débuts du XX^{ème}. Ces descriptions sont richement illustrées, des hommes, des femmes et même des enfants au travail nous confrontent soudain, de manière insistante, avec la dure réalité industrielle — qu'il s'agisse de travail en usine ou à domicile. On est aussitôt assailli par une question difficile à laquelle je ne prétends répondre ici: la classe ouvrière contemporaine est-elle globalement moins maltraitée que celle de ses aïeux?

Le chapitre le plus impressionnant est peut-être bien le premier et qui porte sur les broderies de St-Gall. On y retrace, comme dans d'autres monographies du volume, l'évolution du travail, en partant de la technologisation croissante. Ce qui me semble particulièrement intéressant est la part de description de la vie des familles travailleuses, leur situation d'auto-exploitation croissante. Le brodeur, au poste le plus qualifié, ouvrier — mais ne se voulant surtout pas prolétaire — peut devenir à son tour une sorte de "petit patron": il engage lui-même ses aides, il fait, au minimum, travailler son épouse et ses enfants. Lorsqu'il devient brodeur à domicile, il se considère comme "autonome", en fait il dépend toujours du propriétaire des machines (ou des prêteurs d'argent) et de son employeur (*Arbeitgeber* — de celui qui lui fournit du travail). C'est un cas classique d'"aristocratie ouvrière"; les brodeurs à domicile se considèrent comme supérieurs aux brodeurs en atelier d'usine. Et l'on peut faire l'hypothèse, mais cette monographie ne va pas vers de telles considérations, que ces brodeurs "autonomes" étaient les stars du métier; c'est en rêvant que lui-même ou ses descendants en arrivent un jour à ce statut que le brodeur d'usine endurait son sort. En fait, le brodeur à domicile n'était nullement dans une situation idyllique: le nombre d'heures travaillées, le cumul, pour la femme, du travail industriel, de ménage et de soins aux enfants et souvent le cumul, pour l'homme, de la broderie et de l'agriculture, les soucis d'argent et la dépendance dans la pseudo-autonomie et dans l'isolement, rendaient son existence extrêmement lourde.

Il est naturellement impossible de rendre compte, ici, de ces monographies qui valent par leur documentation, par le détail, plus que par les réflexions qui les sous-tendent, bien que celles-ci existent et nous paraissent plausibles. Simplement, cela ne se résume guère.

Que ce soit le chapitre sur le tissage sur ruban de soie (Seidenbandweberei) ou celui sur l'impression textile (Tuchdruckerei), nous assistons à une sorte de film documentaire qui illustre en particulier la position de surexploitation de la femme.

Il n'est peut-être pas absurde de signaler ce livre précieux non seulement à l'attention du lecteur suisse-alsacien, mais même et surtout aux lecteurs francophones qui ne soupçonnent souvent guère à quel point ces régions, notamment de l'est helvétique, ont connu les mêmes stades industriels de développement que ceux décrits, pour la France, par Touraine (mines, automobile), par B. Mottez, ou très récemment par M. Verret (voir notamment le chapitre sur l'exploitation et la surexploitation qui trouve ici des illustrations méritant d'être retenues comme des classiques).

Parmi les originalités de ce recueil: une monographie y aborde ce que, depuis Whyte, on a osé appeler l'industrie hôtelière. Comme dans les autres études de cas, on y aborde, entre autres choses, le problème des mariages et ceux du temps libre, les fluctuations saisonnières.

Une autre atmosphère, non moins industrielle d'ailleurs, est abordée dans une monographie portant sur les employés de commerce et les techniciens. Outre quelques travailleurs en redingote, debout devant leurs hauts pupitres, des photos montrent des chaises rondes en cuir qui ont donné le nom aux "ronds de cuir". Il est intéressant de compléter cet aperçu du mode des bureaux par la lecture de l'ouvrage de H.J. Fritz², qui retrace, à travers de nombreux documents photographiques l'évolution des bureaux comme lieux comportant une architecture caractéristique (bureau à petite ou grande surface).

Un seul des 7 chapitres est consacré plus spécialement aux rapports collectifs conflictuels; cette proportion est sans doute caractéristique d'un ouvrage suisse et il est caractéristique, également, qu'il s'agit ici d'une grande entreprise de l'industrie lourde (fonderie).

Cet ouvrage mériterait d'être cité dans les bibliographies de sociologie du travail. Il me semble avoir les qualités de monographies conçues par des sociologues, sans pâtir des défauts encore trop fréquents de notre milieu professionnel (jargon excessif, centration exclusive sur l'entreprise, et sur l'entreprise moderne). Bien sûr, on peut toujours signaler ce qui manque. L'auteur de l'introduction reconnaît lui-même que la Suisse romande n'est pas dans le choix des industries considérées. Personnellement j'aurais trouvé intéressant qu'un certain nombre de questions-clés soient au moins soulevées, sinon traitées — p. ex. quelle série de raisons permettent de rendre compte de la tendance à la soumission aux normes industrielles (je fais l'hypothèse que les punitions particulièrement sévères, des retenues de salaire jusqu'au licenciement, n'expliquent pas tout)? Comment l'"habitus" du travailleur suisse s'est-il petit à petit constitué?

Quoiqu'il en soit — chacun pouvant se poser autant de questions qu'il voudra, et cet ouvrage peut stimuler, je crois, la réflexion — il y a là un recueil qui complète de manière heureuse les trop nombreux volumes sur papier glacé à la gloire exclusive des succès patronaux ("Pour les 200 ans des dynasties X, Y, Z"). Pour une fois des monographies laissent entrevoir à quel prix l'industrie a pu s'établir. C'est peut-être de l'"histoire sociale", mais alors celle-ci devrait être déclarée section de sociologie.

Enfin, félicitons l'éditeur pour la présentation réussie, parfaitement adéquate au sujet.

1 Michel Verret, *Le travail ouvrier* (l'ouvrier français), Colin, Paris, 1982, 234 p.

2 H.J. Fritz, *Menschen in Büroarbeitsräumen*, Moos, München, 1982, 212 p. 119 illustrations.

Tante Suzanne

Maurizio Catani et Suzanne Mazé,
préface de Louis-Vincent Thomas

Librairie des Méridiens, collection "Sociologies au quotidien", Paris, 1982
broché, 475 pages, FF 140.—

*E. Lazega, Dpt. de Sociologie, Université de Genève,
1211 Genève 4*

L'ouvrage imposant de Maurizio Catani propose la transcription, l'analyse et le commentaire d'une série d'entretiens biographiques entrepris avec Suzanne Mazé. Ces entretiens, une fois rassemblés, constituent "l'histoire de vie sociale et du devenir d'une femme qui fut d'abord modiste dans la Mayenne à l'époque de la Première Guerre mondiale et ensuite l'épouse d'un horloger à Paris, mère de deux enfants et propriétaire d'un jardin en grande banlieue, sans jamais nier ses origines".

Il n'est pas rare que l'on tienne les récits de vie pour le truchement par lequel l'expérience individuelle et les valeurs d'une communauté essaient, tant bien que mal, de se transmettre. Détournée à des fins sociologiques, cette transmission donne donc accès, selon Maurizio Catani, à un "système d'idées, de représentations et de valeurs". En partant de cette hypothèse, l'ambition de l'auteur est de donner à ce qu'il appelle l'"histoire de vie sociale" de nouveaux titres de noblesse, un peu comme ceux dont bénéficient les mythes. On sait que depuis quelques années les matériaux biographiques retrouvent une légitimité méthodologique qu'ils avaient longtemps perdue; dans le prolongement de ce mouvement, le présent ouvrage se propose de montrer, d'une part, que les histoires de vie sociale sont des récits complexes, construits, structurés, et d'autre part qu'ils relèvent d'une critique et d'une interprétation anthropologiques, inspirées notamment des thèses de Louis Dumont.

En tant que récit, l'histoire de vie sociale est ici définie par les traits suivants:

- 1) le récit met en scène le "devenir du narrateur";
- 2) sa transmission est ritualisée par le dispositif de l'entretien;
- 3) le récit est conduit à sa guise par le narrateur (qui est une sorte de 'narrateur intermédiaire'), l'auditeur n'étant présent que pour relancer et manifester une écoute;
- 4) il commence toujours par une sorte d'autoprésentation "qui donne les lignes directrices de ce qui sera développé par la suite";
- 5) il est "choral", au sens où le conjoint, les parents, les familiers et amis interviennent dans ces récits pour y mêler leur voix, ou pour figurer sur la bande.

En tant que document anthropologique, l'histoire de vie sociale est considérée comme une "manifestation particulière de l'Individualisme occidental"; elle exprime la possibilité qui nous est offerte par notre système de valeurs de raconter notre devenir à la première personne. Cette assomption du "je" et d'une subjectivité préexiste au récit, mais ce dernier l'actualise pour en faire, après coup, une sorte de destin. Selon l'auteur, l'histoire de vie sociale n'est possible que grâce aux valeurs (individualistes) que précisément elle met en scène. Ce qui compte, ce ne sont pas la véracité ou le réalisme des propos, mais leur cohérence du point de vue des valeurs qui les rendent possibles. C'est pourquoi cette perspective qui "anthropologise" l'histoire de vie sociale d'une seule personne nous propose une analyse thématique

et morphologique des entretiens biographiques : il s'agit d'une analyse orientée vers la reconstitution, patiente et générale, d'un système de valeurs. Selon Maurizio Catani, "la question du guide d'analyse tombe d'elle-même puisqu'il s'agit de saisir la cohérence du matériau en le rapportant à la civilisation qui en a permis l'émergence. L'analyse est dictée par le contenu du récit".

Ce statut particulier distingue l'histoire de vie sociale dans l'ensemble très divers des matériaux utilisés par l'approche biographique, et dont l'auteur propose une typologie. Les entretiens biographiques sur lesquels travaillent bon nombre de sociologues ne mériteraient pas encore le nom d'histoire de vie sociale; il ne s'agit souvent que d'"autoprésentations" ou de "mini-histoires de vie". La classification de Catani va du "récit de pratiques limitées dans le temps" à "l'autobiographie écrite", l'histoire de vie sociale proprement dite occupant une position intermédiaire (du point de vue de la complexité de son élaboration).

Si l'on cherche une preuve de la valeur anthropologique de ces récits, on peut la trouver *a contrario* dans l'impossibilité où se trouvent les ressortissants de civilisations ou de cultures différentes de se raconter comme des Occidentaux: "Ils ne pensent pas pouvoir se mettre en position de narrateur, affichant une identité propre, pleinement constituée, digne d'être connue en soi, parce qu'unique en même temps l'égale de celle de tous les autres hommes". Il faut, pour voir sa vie' et raconter de manière structurée et cohérente son devenir individuel, avoir éprouvé l'expérience d'une séparation (dont la migration est un exemple type) et l'avoir reconnue comme telle (c'est le cas de Suzanne Mazé). Pour qu'une personne émigrée puisse, par exemple, raconter l'histoire de sa vie sociale, "il faut que les valeurs d'avant la rupture soient considérées incompatibles avec celles d'après. Sous peine de se perdre soi-même, il faut donc les ordonner à partir d'une référence unique, centrée sur la personne". L'expérience de la séparation est une condition de possibilité de l'histoire de vie sociale; sans elle, l'acte d'allégeance du sujet à l'Individu moral occidental est un acte impossible, impensable.

Histoire et Histoires de vie.
La méthode biographique dans les Sciences Sociales
F. Ferrarotti

Librairie des Méridiens, collection "Sociologies au quotidien", Paris, 1983
broché, 195 pp. FS 29.70

*M. Modak, Institut Universitaire d'Etudes du Développement,
24, Av. Rothschild, 1202 Genève*

Récits de vie, histoires de vie, autobiographies regagnent la faveur de la sociologie. Pour Franco Ferrarotti, l'enjeu est d'importance, il ne s'agit pas moins que de fonder une épistémologie radicalement nouvelle en restituant à la méthode des récits de vie toutes ses potentialités, sans la cantonner dans la position ancillaire que les chercheurs ont privilégiée jusqu'au maintenant. Qu'ils aient réduit la biographie à un ensemble de matériaux juxtaposés pour lui faire perdre son unité synthétique ou qu'ils l'aient utilisée comme illustration pour enrober d'un "zeste de concret" les "items désincarnés et précodifiés" de la recherche quantitative, les socio-

logues ont généralement tenté de comprimer la matière explosive qu'ils avaient entre leurs mains en évitant ainsi de sortir des sentiers battus de l'épistémologie des sciences de la nature.

Mais la "crise de la méthode quantitative" oblige, selon Ferrarotti, à un renouvellement d'instruments heuristiques désormais devenus caducs. L'opération ne va pas sans difficultés, lui-même nous fait part de ses réticences avant d'accepter totalement la méthode (c'est-à-dire dans toutes ses implications). Il était, par exemple, très préoccupé par les "aspects structurels du social" et craignait que la méthode biographique ne les néglige au point de les faire "s'évaporer dans les brouillards d'un relativisme psychologisant".

La grande richesse de la méthode, lorsqu'on la prend dans son autonomie et sa spécificité, l'ont finalement convaincu. Il nous parle tout d'abord des notions de temps, de durée qui sont au fondement des biographies et qu'à son tour le sociologue ne peut éluder: il existe une "diachronie du synchronique" déterminable à travers l'examen des "caractéristiques dans lesquelles toute la potentialité évolutive temporellement postérieure est déjà comprise". Soulignons que la méthode biographique conduit irrémédiablement à une autre conception de l'histoire qui descendrait enfin des sommets sur lesquels on la cantonne pour s'intéresser à ceux qu'elle oublie trop souvent. L'auteur nous parle d'une histoire "non événementielle", "non élitiste", c'est-à-dire "non historiciste" dont la "prétendue vérité d'un sens général" ne serait pas à rechercher uniquement du côté des élites. On comprend ici l'enjeu de la biographie: permettre de sortir d'une certaine histoire "officielle" sans négliger la dimension temporelle de toute vie sociale et individuelle.

Une autre richesse de l'autobiographie tient dans la subjectivité qui provient de l'irréductibilité d'une expérience individuelle. Irréductibilité qui, loin de bloquer toute prétention à une approche véritablement scientifique fonderait au contraire une connaissance spécifiquement sociologique, susceptible d'intégrer enfin cette subjectivité et cette historicité de la vie humaine. S'inspirant de la méthode "progressive-régressive" sartrienne, Ferrarotti pose a priori l'idée que "chaque individu représente la réappropriation singulière de l'universel social et historique qui l'environne" et esquisse la base d'une anthropologie qui consisterait à "lire une société à travers une biographie".

De la même manière que peut se lire la totalisation d'un système social dans le cadre de l'interaction entre chercheur et objet de la recherche. Car la connaissance dont nous parle Ferrarotti est au moins une connaissance à deux, obtenue dans le champ social d'une communication et dévoilant une autre spécificité du récit biographique: "raconter une interaction présente grâce à l'intermédiaire d'une vie".

Ainsi, pour l'auteur, temporalité, subjectivité, interaction dans le cadre d'une relation d'"égalité substantielle" entre les partenaires, posent les bases de ce qui constituerait une "révolution des positions épistémologiques traditionnelles". Bien évidemment, une foule de problèmes surgissent à l'énoncé de ces propositions méthodologiques et Ferrarotti nous en livre quelques'uns¹ dont, nous dit-il, seule une pratique de recherche permettra progressivement la résolution. Il nous présente cependant un élément nouveau dans la phase actuelle de ses travaux et qui serait susceptible de faciliter le passage difficile de certains étapes de la biographie indi-

1 "Comment se structure le double mouvement entre pôle individuel et pôle collectif? La référence épistémologique constante à une pratique individuelle n'implique-t-elle pas une conception nominaliste, atomisée du social? Cette méthode n'annule-t-elle pas une possibilité pratique d'utilisation?"

viduelle. Il nous propose de faire en quelque sorte un "saut qualitatif" en travaillant au recueil de biographies du "groupe primaire" (famille, groupes de travail, de voisinage, de classe, de caserne . . .) considéré alors comme l'"unité heuristique de base". Il y voit un avantage certain en ceci que le "nominalisme", "la logique atomiste", "le psychologisme" qui guettent toute démarche sociologique ayant l'individu pour point de départ obligé, seraient évités en partie.

Avec ses thèses éthiques et méthodologiques, l'auteur nous initie à une méthode qu'il inscrit vigoureusement dans le cadre d'une recherche-participation et d'une opération de sauvetage des sciences sociales. Il accorde en effet une immense importance à la portée culturelle et politique de cette nouvelle recherche: ". . . il s'agit de sortir d'une historicité réductrice désormais inadéquate et d'en fonder une autre qui ne désincorpore pas le politique par rapport au social, mais plutôt en retrace la dialectique unitaire profonde . . ."

**La Formation d'une pensée sociologique:
La société polonaise de l'Entre-Deux-Guerres**
J. Markiewicz-Lagneau

Collection «Travaux et documents», Edition de la Maison des Sciences
de l'Homme, Paris, 1982, Broché, 349 pp. FF 110.-

Daniel Glauser, Institutions Universitaires de Psychiatrie, Genève

Le morceau d'histoire de la pensée sociologique dont traite cet ouvrage, s'organise autour d'une démonstration: celle que l'entre-deux-guerres a vu naître en Pologne, ce que l'auteur conceptualise comme un système sociologique dont l'essor, la floraison, fut aussi vivace que fut brutale et instantanée son extinction. Celle-ci peut être datée par ce nouveau partage de la Nation que scella le pacte Molotov-von Ribbentrop. On peut trouver une analogie illustrative du phénomène dans le brusque arrêt donné à l'expansion de l'Ecole argentine de psychanalyse, le jour où Vidella prit le pouvoir.

Avant de revenir aux étapes de cette démonstration, il faut sauter au dernier chapitre de l'étude, dans lequel l'auteur s'interroge sur l'héritage international légué par ce système sociologique. Il s'avère, en effet, que ce dernier, apprécié à travers un comptage des références dans des revues françaises et américaines de l'entre-deux-guerres, est presque nul: hormis Glumpowicz et Znaniecki, "la pêche fut remarquablement décevante", peut-on lire (p. 233). L'analyse sociologique de cette injustice fait référence à la relative immaturité épistémologique de la discipline considérée qui constitue le défaut aussi bien des œuvres produites durant la période historique analysée, que de leur public potentiel. En fait, l'auteur, traitant de l'héritage laissé par un courant de pensée, n'évoque que l'audience internationale, ou son absence, qu'il a rencontrée parmi les contemporains. Par contre, est mentionnée la redécouverte par les sociologues polonais des années '60, des travaux de leurs aînés, que les circonstances de l'immédiat après-guerre avaient voués à l'oubli: ils étaient l'objet du même rejet systématique que d'autres produits culturels qu'une tare sociale originelle - le fait de symboliser l'ancien monde renversé - disqualifiait aux

yeux du jeune pouvoir communiste. Que ce mouvement de redécouverte n'ait guère rencontré d'écho en dehors des frontières nationales, c'est une question qui n'est pas abordée. De même que n'est pas suggérée l'analyse sociologique des circonstances n'ayant précisément pas permis aux sociologues polonais des années '50 de reprendre le flambeau de leurs prédécesseurs des années '30. Tout se passe un peu comme si l'éclipse stalinienne ne constituait pas un objet sociologique, comme si l'application du dogme selon lequel la construction du socialisme est à elle seule une sociologie en actes, qu'elle constitue donc son dépassement comme pratique professionnelle, entraînant pour la sociologie des effets analogues à ceux des calamités naturelles. En outre, si l'on traite de l'héritage laissé par les sociologues d'avant-guerre, de la mesure dans laquelle ils sont connus à l'étranger, donc traduits, je pense qu'il n'est pas indifférent d'exprimer son idée sur les déterminismes sociaux qui modèleront le visage de ceux d'après l'état de guerre, car ce seront eux qui seront les porteurs d'une tradition prestigieuse, les mieux à même d'en perpétuer les valeurs spécifiques. Une vision réaliste des événements récents m'incline toutefois à penser qu'ils devront aussi, au moins pour un temps, se tourner vers la sociologie soviétique dissidente (Zinoviev) pour trouver des modèles de démarche, des formes d'expression, en rapport avec la réalité sociale dont ils auront à rendre compte. Mais il faut voir que la fréquence des ruptures politiques et sociales qui caractérisent l'histoire de la Pologne, rend les pronostics difficiles concernant la réunion des circonstances favorables à la constitution d'un système sociologique. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le rythme auquel se succèdent les changements et les bouleversements augmente la probabilité qu'un tel concours de circonstances se produise à nouveau.

Pour revenir à celui qui a permis l'éclosion des années '30. l'ouvrage évoque d'abord, comme il se doit, les origines durant le romantisme et, après 1863, les Pères fondateurs.

Parmi ceux-ci, domine la figure de Ludwik Gumplovicz. C'est un homme qui a débuté par la pratique politique. Leader nationaliste clandestin, le succès de la seconde insurrection (1863) l'aurait amené à l'exercice du pouvoir politique. Un peu comme pour Clausewitz dans un domaine voisin, l'Histoire en décida autrement pour lui. Et c'est sur le tard, en exil, qu'il passa de l'action à la théorie pour construire une œuvre écrite - sinon pensée - en allemand, et tout entière occupée par l'idée de la nature du pouvoir, de la nature de l'Etat. Le vaste système qu'il élabore est traversé par un courant de pessimisme, ce qui correspondrait aux phases de perte d'indépendance nationale, donc de diaspora et de cosmopolitisme de l'intelligentsia. Or, avec les bouleversements produits par 14-18, cette dernière entre cette fois-ci dans une phase de recouvrement de l'Indépendance, donc de retour. C'est dans ce climat que prend forme, dès les années '20, une demande sociologique centrée sur la question de la nature du groupe national. Et tout l'intérêt du livre est de montrer que cette genèse du système sociologique polonais des années '30, ne va pas de soi, ne résulte pas d'une loi mécanique et encore jamais observée dans les pays en voie de développement, selon laquelle l'accession à l'Indépendance entraîne un appel d'offres massif aux sociologues : il leur reviendrait de résoudre les problèmes d'identité nationale soulevés par le passage délicat du stade de la haine du colonisateur à celui de l'amour de la Patrie.

Non, la demande incitatrice dont il s'agit n'est pas stéréotypée, comme on la connaît aujourd'hui sous la forme de recours codifiés à des avis d'experts. Cette forme bureaucratifiée (Leviathan) de demandes que nous ne connaissons que trop, est encore très dominée après la première guerre mondiale en Pologne. Ce qui prime, c'est encore une sorte de dilettantisme aristocratique d'intellectuels esthétisants dont l'engouement pour l'étude des faits sociaux comme des choses, se manifeste

par un mouvement de curiosité pour ce peuple avec lequel l'Indépendance permet de fêter les retrouvailles. Et ce besoin spontané de connaissances sera comme canalisé, fertilisé, par ceux des universitaires que l'exil a conduits à se frotter aux écoles sociologiques de l'extérieur, sans qu'à leur retour cela leur vaille, vu les circonstances, l'ostracisme de ceux de leurs collègues qui auraient fait carrière à l'intérieur, cette dernière classe de sociologues étant quasi vide.

On peut fournir un éclairage indirect à cette situation en citant deux exemples de production sociologique rendue possible par le climat propice dont quelques traits rudimentaires viennent d'être esquissés. En premier lieu, il s'agit d'une œuvre isolée de sociologie historique, publiée en 1919 par un durkeimien, Stefan Czarnowsky, et consacrée à l'analyse du culte de St-Patrick, héros national irlandais. Cette étude érudite, écrite par un spécialiste de la civilisation celte, fonctionnera comme œuvre-phare par rapport à une thématique de recherche importante de l'entre-deux-guerres et qui pourrait être rangée sous la rubrique : "Problème national et obsession du consensus". Les derniers événements attestent que Czarnowsky et ses épigones n'ont pas pu épuiser la question.

En second lieu, il faut citer toute une tradition de travaux dont les étudiants de socio ne connaissent que l'œuvre inaugurale : "The Polish Peasant in Europe and America" de Thomas et Znaniecki qui a donné naissance à tout un courant, celui de la "sociologie autobiographique", auquel un chapitre entier est consacré. A ce propos, il importe de savoir que les concours de récits autobiographiques écrits sont devenus une chose banale en Pologne. Ils donnèrent lieu à 25 volumes de publications entre 1921 et 1938. Et certains d'entre eux furent, en 1930, les premiers (et derniers ?) best-sellers sociologiques de l'Histoire. Janina Markiewicz-Lagneau, qui a déjà écrit sur ce sujet, analyse cette vogue de manière pertinente, en mettant en lumière à quelle situation elle correspondait, à savoir d'une part l'éclosion, parmi l'intelligentsia, d'une mode réhabilitant une certaine forme d'authenticité, mode assez analogue à celle qui est à l'origine du Musée de l'Art brut à Lausanne. D'autre part, les formes prises par la mise en pratique de la méthode autobiographique (concours avec prix, diplômes honorifiques) exercèrent un effet d'émulation tel qu'on peut parler à ce propos d'un mouvement social de prise de conscience collective autour des principaux problèmes politiques de l'époque liés à la crise mondiale. Evoquant l'impact de ces concours, l'auteur écrit : "... il me semble capital du point de vue sociologique de bien comprendre quelle rupture représentait pour un ouvrier ou un paysan polonais de ce temps-là, l'acte d'écrire pour les autres le récit de sa vie. Il y avait manifestement impliqué dans cet effort, un travail de prise de conscience, et comme un recentrement de la personne en fonction d'une entité à la fois nationale et sociale, la collectivité dans laquelle il avait été élevé" (p. 147). Les exemples cités renvoient à deux parmi beaucoup d'autres analyses perspicaces que contient l'ouvrage et qui font son intérêt. En effet, il totalise une somme d'investigations concrètes qui cernent ce qu'on pourrait appeler les conditions sociales de la genèse d'un système sociologique. On peut souligner, pour conclure, que son organisation, l'agencement de ses parties en font une œuvre représentative de ce qu'avec pédantisme on pourrait appeler la sociologie de la connaissance sociologique.

Si l'on admet que le système des valeurs nationales, le consensus qui le caractérise, est un sous-champ social, qu'il est, par métaphore, réductible à un marché de biens symboliques d'investissements individuels sur des valeurs collectives, l'interrogation ultime qui ressort à la lecture de cet ouvrage pourrait alors se formuler dans les termes suivants : les biens produits par la sociologie n'évolueront-ils pas d'autant plus à la hausse que ce marché sera, dans le long terme, agité, c'est-à-dire qu'il reflétera une situation secouée par des changements et bouleversements ? Autrement dit, la spéculation sociologique n'irait-elle pas de pair avec cette spéculation

lation non-narcissique à laquelle est réduit par notre métaphore boursière le sacrifice suprême à la Patrie?

Ceci, pour en venir à une dernière petite question : mais qu'en est-il de la sociologie dans une société qui, de mémoire d'homme, vit heureuse et trait sa vache?

Signalons enfin que la chaire de sociologie de l'Université de Varsovie fut occupée jusqu'en 1931 par un certain Léon Petrazycki, et que ce vénérable Professeur compta parmi ses disciples, outre Pitrim Sorokin, l'ancien Commissaire du Peuple aux Fourrages et très regretté Georges Gurvitch!